

CONSOMMATION ET MODES DE VIE

Chroniques du CREDOC

N° 1 – Mars 1985

La commune, reflet des disparités sociales

Premiers résultats du programme de recherche
« Consommation et inscription spatiale »

Nicole Tabard

Les différences de budget entre les familles sont traditionnellement analysées à travers le statut social et la taille des communes. Cette approche classique s'enrichit aujourd'hui d'un éclairage nouveau : les pratiques économiques des ménages sont également fonction de leur implantation géographique, elle-même en rapport direct avec la localisation des emplois.

L'étude menée sur les 36 000 communes françaises fait ainsi apparaître les liens entre consommation et habitat par le biais d'un nouveau classement des communes : selon le profil socio-professionnel de leurs habitants.

Ce classement en trente cinq types de communes met en évidence quatre phénomènes principaux.

L'éclatement des communes agricoles

D'une part, celles qui sont en déclin démographique et ont une forte proportion d'ouvriers peu qualifiés et de retraités. D'autre part, à proximité des bassins industriels, des communes en mutation et en expansion démographique. Ce sont parfois des communes-dortoirs. Elles sont souvent à l'origine de développement péri-urbain. On y trouve plus d'ouvriers qualifiés et de techniciens qu'ailleurs. Parmi les villes de ce type, citons Pierrelatte (Drôme), Chaponost (Rhône), Chambourcy (Yvelines).

La pauvreté associée au déclin local

Les manœuvres et les ouvriers spécialisés habitent souvent dans les zones en déclin ou en stagnation démographique où se trouvent les emplois d'exécu-

tion. Ce sont des communes où les personnes âgées sont également nombreuses. Enfin, ces zones sont éloignées des activités de pointe et des centres de décision où se trouvent les ressources sociales et culturelles. Ainsi sont réunies les conditions de reproduction des inégalités : les enfants des classes les plus pauvres vivent dans un environnement très peu dynamique et âgé. Decazeville (Aveyron), Alès (Gard), Dieppe (Seine-Maritime) sont caractéristiques de ces zones.

La formation d'un habitat périphérique où les techniciens sont nombreux

Cet habitat constitue une forme particulière de banlieue. Mais il peut aussi se former dans des communes rurales. Ce sont parfois des « communes-champignons ». Les migrations alternantes de la population y sont très fréquentes. Il se distingue par une proportion élevée d'ouvriers qualifiés et de

Une nouvelle publication

Ces chroniques présenteront régulièrement les travaux du CREDOC sur :

- les enquêtes « Conditions de vie et aspirations des Français »,
 - les liens entre consommation, production et marché,
 - l'évolution des modes de vie et leurs conséquences sur les appareils de production et de distribution,
 - les politiques sociales et leur évaluation.
- Elles présenteront également des études réalisées dans des domaines voisins par d'autres organismes.*

35 types de communes selon le profil socio-professionnel dominant des habitants

Communes minières, agricoles et actives
Communes minières non-agricoles et actives
Grosses communes minières ou ports touchés par la crise

Rural profond en perte de vitesse } Rural profond
Rural profond à agriculture active }

Agriculture à bonne rentabilité } Communes
Agriculture pauvre } semi-agricoles
Bassins d'emplois industriels peu qualifiés }

Communes dortoirs pour les salariés qualifiés de l'industrie } Communes
Residences d'actives indépendants } agricoles
Périphérie de bassins industriels anciens } en mutation
Périphérie récente de bassins industriels }

Population ouvrière peu qualifiée } Communes
Bassins d'emplois industriels en fort déclin } en stagnation
Poles d'attraction ruraux } démographique
Vignes et grande agriculture }

Villes isolées et petites agglomérations urbaines } Communes
Péri-urbain à statut moyen } intermédiaires
Péri-urbain à statut élevé } tertiaires et jeunes

Gros centres ruraux } Communes
Secteur privé peu dynamique } à forte population
Chefs-lieux de cantons agricoles } inactive
Système productif peu dynamique }

Péri-urbain ouvrier } Com. intermédiaires
Industries anciennes et main d'œuvre peu qualifiée } les plus ouvrières

Centres urbains de taille moyenne – sous-préfectures de province } Communes
Communes ouvrières actives et peu qualifiées } intermédiaires
Communes ouvrières en déclin } les moins tertiaires

Banlieues des grands centres – bas statuts } Communes
Banlieues des grands centres – statuts élevés } «chamoignons»

Vieux centres urbains } Com. à dominante
Banlieues et quartiers ex-populaires des grandes villes } tertiaire

Communes dortoirs de la banlieue «chic» } Communes presque
Rénovation tertiaire en voie d'achèvement } exclusivement
Paris-ouest et lieux de villégiature } tertiaires

* Communes de type «périphérique technicien»

techniciens issus de la classe ouvrière. Ce sont des ménages plus jeunes et plus aisés que les autres banlieusards. Les communes de Saint-Ismier (Isère), Orgeval (Yvelines) ou Ayguesvives (Haute-Garonne) sont de bons exemples de ce phénomène.

L'habitat périphérique des techniciens met en évidence une coupure au sein de la classe ouvrière et montre que l'expansion démographique d'une zone croît avec la qualification de ses habitants.

Un réseau de vieux centres administratifs et commerciaux

Ce sont des communes de type chef-lieu de canton ou sous-préfecture. Les commerçants et artisans y sont très représentés ainsi que les personnes âgées. On y trouve moins de cadres et davantage d'ouvriers que dans les autres villes principales. Cas typiques: Carpentras (Vaucluse), Die (Drôme), Arbois (Jura).

Consommation selon l'habitat

L'environnement ouvrier renforce les pratiques populaires

On pouvait s'attendre à des différences de consommation importantes entre communes tertiaires (au moins 40 % de chefs de ménage cadres, employés, professions libérales) et communes ouvrières (au moins 30 % des chefs de ménage ouvriers). Or, en réalité, le fait de vivre avec davantage de ménages de leur classe n'a guère d'influence sur la consommation des «cols blancs»: les dépenses qui les caractérisent en général ne sont pas plus fréquentes lorsqu'ils vivent dans les communes tertiaires.

En revanche, les «pratiques populaires» se trou-

vent renforcées dans les communes ouvrières. Cela est dû au fait que les communes ouvrières sont très souvent plus petites, moins bien équipées et éloignées de la distribution commerciale.

A cet égard, la maison individuelle, fréquente dans les communes ouvrières, n'est pas le signe d'un nivellement social. Au contraire, elle aurait plutôt un rapport direct avec la pauvreté: plus on descend dans l'échelle sociale, plus elle a une fonction économique liée aux ressources de première nécessité (énergie et alimentation notamment), impliquant une production domestique.

A l'opposé, dans les catégories aisées, la maison individuelle n'a pas la production domestique pour objectif; autrement dit le jardin d'agrément remplace souvent le potager. D'un point de vue économique, elle a simplement un bilan positif dans les dépenses de logement: dans les communes tertiaires, les remboursements de prêts pour l'accession à la propriété sont à peine plus élevés que les dépenses de location.

L'habitat périphérique des techniciens: une consommation «moderniste»

Dans les vieux centres administratifs et commerciaux, la consommation des ménages paraît traditionnelle. Elle porte sur des dépenses qui ne valorisent pas le statut social: entretien et accessoires du logement, habillement, alimentation à domicile, etc.

Inversement, comme on l'a vu, les techniciens sont plus jeunes et plus aisés que les autres banlieusards. Ils vivent dans des communes mieux équipées que la moyenne des banlieues. Ils sont souvent en reconversion dans des professions en expansion qui demandent une haute technicité. La consommation de ces ménages de techniciens est plutôt «moderniste». Plus souvent que pour le reste de la classe moyenne, elle porte sur des

dépenses en forte croissance ces dernières années. Certaines valorisent le statut social: matériel audio-visuel, restaurant, vacances, etc.

Ainsi, avec la qualité de son infrastructure et une population en ascension sociale qui a une consommation moderniste, l'habitat périphérique des techniciens se distingue nettement des autres communes tertiaires et apparaît comme un foyer de transformation des modes de vie.

Nouvelles perspectives

L'évolution du système productif et les stratégies de localisation des emplois déterminent la répartition géographique des catégories sociales. En particulier, une forte proportion de la classe ouvrière pauvre, employée aux tâches d'exécution, habite

dans des zones peu dynamiques où la population est plutôt âgée. En revanche, un habitat périphérique, où la population est assez qualifiée, est en formation à proximité des secteurs en expansion.

Cette répartition géographique accentue les inégalités. A celles qui sont liées au revenu s'ajoutent les inégalités dues aux différences d'infrastructure des communes. Cette double différenciation — statut et environnement — doit permettre de mieux représenter la position sociale en liant profession, branche d'activité et implantation géographique. En matière de consommation, l'analyse et les prévisions devraient être également renouvelées.

Prochainement, une enquête sera menée sur la zone d'emploi autour de Corbeil-Essonnes. Elle devrait faire apparaître les liens entre la composition socio-professionnelle des quartiers, la consommation des ménages et les stratégies des responsables locaux concernant les infrastructures et les équipements collectifs.

Consommation et habitudes d'achat l'opposition entre «habitat périphérique technicien» et vieux centres administratifs

Pourcentage de ménages ayant les caractéristiques ci-dessous (possession ou usage d'un bien, habitude d'achat...) selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage

Catégorie socio-professionnelle	Type d'habitat	Téléphone	Au moins 1 voiture	Radio, électrophone caméra...	Congélateur indépendant	Lave-vaisselle	TV couleur	Confectionne vêtement au moins 2-3 fois/an	Grande surface au moins 1 fois/semaine	Approvisionnement essentiellement en petits commerces	Jardin potager	Fait conserves 2-3 fois/an
Industriel, Professions libérales, Cadres supérieurs	Périphérique technicien	92	96	40	32	55	52	32	50	21	22	18
	Vieux centres locaux administratifs	83	95	29	27	52	56	30	46	28	25	26
Cadres moyens	Périphérique technicien	74	94	34	28	28	40	26	55	17	30	22
	Vieux centres locaux administratifs	67	92	24	22	26	41	25	51	24	25	22
Employés	Périphérique technicien	59	76	25	23	14	36	21	56	19	24	14
	Vieux centres locaux administratifs	45	77	20	18	14	36	25	49	26	24	17
Maîtrise, Ouvriers qualifiés	Périphérique technicien	57	87	25	29	12	36	24	50	21	39	26
	Vieux centres locaux administratifs	40	83	21	24	12	29	30	59	21	31	27
Ouvriers spécialisés	Périphérique technicien	41	76	18	27	6	30	22	46	23	36	27
	Vieux centres locaux administratifs	28	72	18	23	7	35	22	56	22	36	25

Le programme de recherche « Consommation et inscription spatiale »

Ce programme privilégie l'organisation socio-économique de l'espace comme facteur expliquant les différences de comportement entre classes sociales et leur reproduction : comportements de consommation, comportements familiaux, fécondité des couples.

Une représentation quantifiée de la structure socio-économique de l'espace a été construite pour l'Ile de France, Rhône-Alpes puis pour l'ensemble de la France. On propose ainsi une nouvelle façon de caractériser l'habitat des ménages et leur environnement. Cela devrait aider à comprendre la dynamique inégalitaire de la division spatiale du travail et les processus locaux de ségrégation sociale. Dans la prochaine étape, les communes seront découpées en quartiers. La position socio-économique des individus sera ainsi mieux définie. Elle articulera la profession, la branche d'activité et le niveau de qualification.

Au-delà des stratégies de différenciation sociale, des causes structurelles expliquent les différences de consommation : en premier lieu, les inégalités de ressources locales en équipements et services collectifs. Les premières comparaisons entre communes ouvrières et communes tertiaires seront suivies d'analyses sur l'articulation entre la morphologie socio-économique et les ressources collectives des communes et quartiers.

On étudiera enfin le développement du « péri-urbain » et de l'habitat en maison individuelle qui, au-delà du besoin de nature, obéissent à des logiques économiques : production domestique dans les zones de faibles rémunérations, réponse à la croissance rapide des loyers dans les zones se « tertiarisant ».

Les premiers rapports du CREDOC sur *Consommation et inscription spatiale*.

Tome I : Typologie socio-professionnelle des communes de France - N. Tabard, H. de Roquefeuil.
Tome II : Relation entre l'inscription spatiale et la reproduction des inégalités et les modes de vie - N. Tabard, P. Clapier, D. Prangere, H. de Roquefeuil.

Tome III : Synthèse et perspective - N. Tabard. Inégalités écologiques et inégalités sociales entre les communes - N. Tabard, P. Clapier, H. de Roquefeuil.
CREDOC, 1984.

De l'influence du mariage sur la valorisation du diplôme

Un article de Geneviève Canceill paru dans *Données sociales 1984 (INSEE)* met pour la première fois en relation les liens entre revenu professionnel, formation et situation familiale. L'approche habituelle des différences de revenu entre hommes et femmes se trouve enrichie par celle de la valorisation du diplôme en fonction de la situation familiale. Ainsi, à diplôme égal, un homme marié a un revenu nettement supérieur (presque 1,5 fois) à celui d'un célibataire. Cet écart s'accroît avec l'âge et le nombre d'enfants. Il semble donc que, face aux « responsabilités familiales », les hommes mariés s'investissent plus dans leur travail que les célibataires en cherchant à tirer un meilleur parti de leur formation. Pour les femmes en revanche, la tendance est inverse : ce sont les célibataires qui tirent un meilleur revenu de leur diplôme. Quand elles sont mariées, les femmes le valorisent d'autant moins que leurs charges familiales sont plus importantes. Ces effets opposés des charges familiales sur la valorisation du diplôme sont particulièrement nets lorsqu'il s'agit de familles de trois enfants et plus : pour les plus les diplômés, le rapport est de un à trois en moyenne.

Et l'auteur de conclure : « Quel que soit le diplôme que l'on cherche à rentabiliser, il vaut mieux être un homme marié, à défaut un homme seul, à défaut une femme seule. Il vaut mieux ne pas être une femme mariée. »

Revenu moyen selon le niveau de formation et la configuration familiale

Age, sexe et configuration familiale		Diplôme le plus élevé Revenu moyen : Indice base 100					
		CEP	CAP, BT BEFC	Bac et plus	Ensemble	Age moyen	
41 à 55 ans	Ensemble, dont	76,4	109,8	180,3	100		
	sans conjointe	64,6	128,1	212,8	90,9	48,1	
	avec conjointe, sans enfant	95,4	144,9	262,3	117,7	50,3	
	Hommes	avec conjointe, 1 enfant	103,7	156,7	278,6	137,5	48,3
		avec conjointe, 2 enfants	103,3	165,3	307,5	147,8	48,8
		avec conjointe, 3 enfants et plus	86,6	148,1	353,0	135,1	45,8
Hommes	sans conjoint, sans enfant	68,8	102,3	148,3	90,8	49,5	
	sans conjoint, avec enfants	57,1	105,6	140,6	79,6	48,8	
	Femmes	avec conjoint, sans enfant	54,4	88,5	132,0	85,7	49,4
		avec conjoint, 1 enfant	54,8	91,4	142,0	72,3	48,9
		avec conjoint, 2 enfants	47,4	97,0	141,9	78,2	45,2
		avec conjoint, 3 enfants et plus	39,7	66,1	108,2	83,3	44,5

Source : INSEE - Données sociales 1984

Guide de lecture :

Par rapport au revenu moyen des diplômés qui ont au moins le BAC (indice 100,3), les hommes de 41 à 55 ans, mariés avec au moins 3 enfants ayant ce type de diplôme, disposent d'un revenu nettement plus élevé (indice 353). A l'inverse, les femmes dans la même situation ont un revenu moyen très inférieur (108,2)